

Imaginer la ville de demain

Une rencontre sur les démarches de requalification et de renouvellement urbain réunissait en avril dernier à Saint-Brieuc, une centaine de professionnels et d'élus de Bretagne, à l'invitation du Conseil régional de Bretagne, l'Association régionale des organismes HLM, la Caisse des Dépôts et consignations et la Direction régionale de l'Équipement.

A l'heure où s'achèvent les négociations du nouveau contrat de plan Etat-Régions, il apparaît nécessaire d'imaginer la ville de demain en replaçant les habitants au cœur des préoccupations.

Pas de banlieues, des quartiers

"Requalification, renouvellement urbain... ce sont des mots nouveaux, précise Norbert Métairie, maire de Lorient, nouvellement élu président de l'AROHLM. Demeurent la nécessité et la volonté d'agir en profondeur sur l'ensemble des quartiers d'habitat social. On n'a pas de "

lieues" en Bretagne. Pour autant, il y a un certain nombre de quartiers qui souffrent des mêmes problèmes, trouvant leur origine dans les situations sociales des familles : perte de dignité, chômage de longue durée, menace d'exclusion... autant de situations qui laissent des séquelles très lourdes". D'après l'INSEE, 80 % des Français vivent en milieu urbain ou péri-urbain. Outre les principales agglomérations retenues en Bretagne pour y établir un "contrat de ville", bon nombre de villes moyennes de 10 à 20 000 habitants, ont également été sélectionnées, pour mener une action à titre préventif.

"La politique de la ville, précise Denis Dobo-Schoënenberg, sous-préfet à la Ville des Côtes-d'Armor, ce n'est pas qu'éteindre le feu, c'est aussi prévenir le plus en amont possible". Au cours de cette journée, quatre initiatives bretonnes de réaménagement ont été présentées comme exemplaires : Lannion, le quartier de Villejean à Rennes, la Vierge-Noire à Morlaix et le quai de Rohan-Kervevanec à Lorient.

Attention à la marginalisation

"On a construit rapidement, dans les années 60-70, des tours et des barres

pour s'occuper en urgence d'une population en attente de logements, rappellent Ambroise Guellec, vice-président de la Région et Jean Durand, directeur régional de l'Équipement. Ces quartiers ont mal vieilli. Il faut maintenant agir rapidement pour lutter contre l'accélération des phénomènes de marginalisation". Une évolution qui passe par la participation des habitants, "préalable nécessaire, insiste Annie Bras-Denis, directrice de l'AROHLM, d'une politique de développement social urbain". ■

TUGDUAL RUELLAN